

Direction
départementale
de la cohésion sociale et
de la protection des
populations



PRÉFET DE LA SAVOIE

Service protection et
santé animales et
installations classées pour
la protection de
l'environnement

ARRÊTE PREFECTORAL
portant mise en demeure

Société Thévenin et Ducrot
Commune Entrelacs (Albens)

LE PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le rapport du 31 janvier 2017 de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite du 18 novembre 2016 transmis à l'exploitant par courrier en date du 31 janvier 2017 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU la réponse de l'exploitant du 10 février 2017 à la transmission du courrier du 31 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 18 novembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non-respect par l'exploitant de l'article 22.1.2 de l'arrêté ministériel susvisé relatif à l'étanchéité des cuvettes de rétention ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Société Thévenin et Ducrot de respecter les prescriptions fixées au titre du code de l'environnement, et notamment celles de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1.

La société Thévenin et Ducrot à Entrelacs (Albens) est mise en demeure de respecter, avant le 31 juillet 2017, l'article 22.1.2 de l'arrêté ministériel susvisé relatif à l'étanchéité des cuvettes de rétention.

Article 2.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4. Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Entrelacs (Albens).

Chambéry, le
Le préfet

09 MARS 2017

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Juliette TRIGNAT